

NGARLEJY YORONGAR

“ C’est grâce aux militaires français que Deby est encore au pouvoir. ”

A 60 ans, père de cinq enfants, Ngarlejy Yorongar traîne désormais les séquelles des multiples tortures subies à cause de ses opinions politiques, ce qui l’oblige à fréquenter les hôpitaux africains et occidentaux à un rythme soutenu. L’opposant tchadien, qui est aussi député à l’Assemblée nationale de son pays, est le coordinateur exécutif fédéral de Far/Parti fédération. Après les attaques rebelles de la capitale tchadienne N’Djamena le 1er février 2008, il est arrêté le 3 février avec Lol Mahamat Choua, Wadel Abdel Kader Kamougué et Ibni Oumar Mahamat Saleh, pour des liens supposés avec les rebelles. Sa famille est restée longtemps sans nouvelles de lui, et c’est par le Cameroun qu’il est sorti après avoir été libéré, pour se rendre en France où l’asile politique lui avait été proposé. Offre qu’il avait décliné pour ne pas “ mourir politiquement ”, préférant rentrer au Tchad pour continuer le combat. Tout récemment, la même France lui a refusé le visa pour aller rencontrer son médecin dans l’Hexagone, et il a dû une fois de plus passer par le Cameroun le 23 mai 2009 pour se rendre finalement dans un hôpital de Bruxelles en Belgique. C’est à son passage à Douala que nous l’avons rencontré. Mais sous le coup de la maladie, il a préféré recueillir nos questions pour répondre plus tard. A cette date, le président gabonais n’est pas encore décédé, c’est pourquoi dans cet entretien il s’exprime plutôt sur l’hospitalisation de Bongo. Relancé, il a souhaité ne pas s’exprimer sur la disparition du doyen des chefs d’Etats africains, en tout cas pas pour l’instant.

Pouvez-vous revenir sur les circonstances de votre arrestation en février 2008, les conditions de détention et les raisons de votre libération ?

Je vous prie d’attendre la sortie prochaine de mon livre y relatif pour être mieux informé.

Où en est-on avec les enquêtes sur le troisième opposant disparu ?

Idriss Déby et certains Français qui sont impliqués dans l’enlèvement et la séquestration de Lol Mahamat Choua, Ibni Oumar Mahamat Saleh et moi-même ont, avec la complicité de la Commission d’enquête, définitivement enterré le dossier. Quant à l’assassinat d’Ibni Oumar Mahamat Saleh, je savais que ce sera classé définitivement sans suite. Déby n’a-t-il pas dit qu’un homme politique ou dirigeant de la société civile assassiné ne va susciter que des agitations de quelques journaux et des associations des droits de l’Homme pendant trois jours maximum et puis tout rentrera dans l’ordre. N’est-ce pas le cas puisqu’il a dit que “ cette affaire est un détail ”. Ayant promis au dernier sommet de l’Union africaine qu’il va actionner la justice pour faire la lumière sur cette affaire. Dès son retour à N’Djamena, il crée une autre commission d’enquête en attendant de trouver des boucs émissaires pour leur coller l’assassinat de Ibni au dos. Il amuse la galerie et roule tout le monde dans la farine.

La France refuse aujourd’hui de vous donner le visa pour aller vous soigner, alors qu’elle vous a proposé l’asile. Comment appréciez-vous ce retournement de veste ?

Il y a plusieurs raisons. Entre autres, j’ai décliné l’offre d’asile politique que la France m’a offert parce que j’estime que c’est un piège à con. L’accepter c’est m’enterrer moi-même politiquement au Tchad, j’ai dénoncé les Français qui sont impliqués dans ces crimes crapuleux notamment l’armée française,



l’Ambassadeur de France, M. Bruno Foucher, le coopérant à la police, Daniel Goutte etc., j’ai écrit un brûlot en cours d’édition etc., j’ai écrit un brûlot en cours d’édition etc., ma lettre à mon disciple de l’Université de Paris X, le président Nicolas Sarkozy sont autant des raisons pour me refuser le visa. N’oubliez pas le livre sur l’Arche de Zoé sorti en septembre 2008

Pourquoi avez-vous refusé la proposition de l’Ambassadeur français de vous faire soigner à l’hôpital militaire basée à N’Djaména ?

Comment voulez-vous que je me fasse soigner dans un hôpital sis dans le camp militaire qui a, de manière concertée, commandité mon enlèvement en vue de me liquider physiquement en février 2008 ?

Après l’attaque rebelle de février 2008, devrait-on s’attendre à une réorganisation du gouvernement, et quelle devrait en être l’orientation ?

Il faut poser la question à Idriss Déby lui-même. Toutefois, je tiens à vous révéler qu’il a formé, depuis sa prise de pouvoir au Tchad, plusieurs dizaines de gouvernements totalisant près de six cents ministres, mais ça n’a rien changé. La présence de Kamougué, Jean Alingué, Naïmbaye et autres a-t-elle changé quelque chose ?

Une autre attaque rebelle vient d’avoir lieu à l’Est du Tchad, au moment où on signait les accords de Doha entre le Tchad et le Soudan. Peut-on dire que c’est encore un Accord pour rien ?

Idriss Déby a signé des centaines et des centaines d’accords de ce genre depuis son avènement au pouvoir en décembre 1990. Qu’ont-ils changé au Tchad ? De plus, ceux qui ont osé signer ces accords avec lui sont “ deux mètres ” sous terre.

Quelles sont, à votre avis, les relations entre le pouvoir de Deby, l’Eufor et l’armée française ?

C’est grâce au parapluie militaire français transformé en Eufor que le régime de Déby est encore au pouvoir. Savez-vous que l’armée française à N’Djaména met illégalement sur table d’écoute les hommes politiques et ceux de la société civile, parole de Bruno Foucher, Ambassadeur de France au Tchad et celle du

Président Sarkozy rapportée respectivement par votre confrère Jeune Afrique n°2459 du 24 février au 1er mars 2008 et celle du Président Sarkozy par Le Canard Enchaîné du 4 mars 2009. Elle participe aux combats aux côtés de ceux d’Idriss Déby contre les rebelles avec tout ce qui comporte comme renseignements, fourniture d’armement alors que l’accord actuel de 1976 interdit formellement à la France cette ingérence dans les conflits armés au Tchad.

En tant qu’homme politique, quelle solution préconisez-vous pour résoudre de manière durable le problème des rebelles au Tchad ?

Seul le dialogue inclusif regroupant autour d’une même table gouvernement, partis politiques, société civile et rebelle est la solution idoine parce que le problème tchadien est éminemment politique et non militaire. Ce dialogue doit, entre autres, aboutir nécessairement à des élections libres, démocratiques et réellement transparentes, élections précédées de recensement général propre des populations à partir duquel sera dégagé la population élective. Le recensement général actuellement en cours d’exécution n’est que de la poudre aux yeux. Tous les 4.000 agents recenseurs recrutés par les bailleurs de fonds pour ce recensement général des populations du Tchad sont tous des militants du Mps d’Idriss Déby et de ses partis alliés. Mon parti qui a participé à la négociation de l’accord du 13 août l’a arraché de haute lutte, mais il en est exclu au moment de la mise œuvre dudit recensement. Il faut, en outre, une Commission électorale nationale indépendante (Ceni) au-dessus de tout soupçon, écarter les anciens de la Ceni, de la Cour suprême et du Conseil constitutionnel qui avaient traité les précédentes élections, suspendre, jusqu’à nouvel ordre, le vote des Tchadiens de l’étranger lors des premières élections. Alors que le Tchad compte 3 millions d’électeurs, Idriss Déby a, comble de ridicule, estimé à 3 millions les Tchadiens électeurs rien qu’au seul Soudan d’où il est en partie originaire. En effet, il est de Kornoy (Darfour soudanais) où son père et lui-même sont nés. Rappelez-vous que, par affinité, c’est le président Oumar El Béchir président du Soudan, qui a créé Idriss Déby de toutes pièces en 1989-1990. En effet, c’est le président Oumar El Béchir qui a mis des militaires soudanais Zakawa comme lui à sa disposition

pour l’emmener au pouvoir à N’Djaména. Ceux-ci sont appuyés par les mercenaires de Bob Denard financés par Elf.

Quel est le lien entre l’opposition et les rebelles armés ?

En ce qui me concerne, aucun lien. Je crois fermement qu’il en est de même pour les autres opposants de l’opposition démocratique. Ce fameux lien est, en fait, inventé de toutes pièces par les Ambassadeurs français au Tchad et l’armée française basée à N’Djaména. Une imagination fertile dans le seul dessein de nuire.

Où en est-on avec l’affaire de l’Arche de Zoé ?

Cette affaire est également enterrée. D’après les autorités françaises, Idriss Déby est entièrement payé par la France en nature (fourniture d’armement et autres). Il lui appartient de payer en numéraire les parents des enfants kidnappés par les Brétan.

Omar Bongo est très malade en ce moment. Quel est l’impact sur la géopolitique en Afrique centrale s’il arrivait à quitter le pouvoir ?

Cet homme m’a sauvé la vie plusieurs fois des griffes d’Idriss Déby. Je souhaite qu’il soit rapidement rétabli pour me permettre d’aller le remercier, cette fois-ci, de vive voix.

On vous attribue une forte richesse, mais vous menez une vie modeste. Comment expliquez-vous ce contraste ?

Les hommes d’Idriss Déby et les Ambassadeurs français au Tchad dont Jean-Pierre Berçot mènent cette campagne stupide. Je vis dans un taudis qui menace de m’enterrer avec ma famille. Les Tchadiens le savent. De même, les journalistes internationaux, les hommes politiques étrangers et certains anciens Ambassadeurs tels que ceux des Etats-Unis d’Amérique, de la Chine, les Représentants du Pnud etc. qui m’ont rendu visite dans mon taudis, peuvent le confirmer.

Pourquoi vous sollicitez toujours la médecine française alors qu’en Afrique il y a des pays comme le Maroc ou l’Afrique du Sud qui peuvent offrir des soins de même qualité ?

Pour la simple raison que j’ai étudié en France et y suis resté assez longtemps. J’y avais des médecins de famille à l’hôpital Cauchin. Depuis mon retour au Tchad, ma sciatique invalidante provoquée par des multiples tortures est soignée au service de neurologie à l’Hôpital Pitié-Salpêtrière par le Professeur Bourgeois. Aussi, depuis plus de dix ans, le Centre Primo Lévi spécialisé en soins des personnes torturées me soigne et me suit gratuitement en collaboration avec le Professeur Bourgeois qui n’intervient que pour des cas graves. Comme vous le savez, j’ai demandé le visa pour honorer le rendez-vous médical avec mon médecin traitant du Centre Primo Lévi. L’Ambassadeur confisque ma demande durant un mois (25 février-29 mars) avant de me proposer de me faire soigner à la base militaire française lorsque le directeur général du ministère tchadien des Affaires étrangères l’a alerté que je suis paralysé et admis à la clinique Sao. En outre, j’ai tenté le 15 mai 2009 d’aller me faire soigner à Bruxelles, mais l’accès de l’avion d’Ethiopian Airlines m’est refusé. C’est pourquoi, je suis venu hier ici au Cameroun pour me faire soigner soit à Douala soit à Yaoundé. Ce matin, grâce à une nièce, j’ai consulté le Dr Denis Bouallo qui s’étonne de me voir encore vivant compte tenu de la gravité de mon état de santé. C’est ainsi qu’il a décidé de m’évacuer, d’urgence; ce soir sur Bruxelles pour des soins appropriés. Comme vous voyez, Dieu n’abandonne jamais ses enfants. J’ose espérer qu’à mon retour, nous parlerons de l’état de ma santé, si on n’utilise pas des méthodes sophistiquées pour me faire taire définitivement. Je soupçonne toujours que je sois empoisonné lors de ma détention ou bien dans un café etc. Comme l’a été votre compatriote Mounié à Genève.

Entretien avec
Roland TSAPI